



Mise en perspective de la grande offensive contre les droits sociaux

Par **Éric Toussaint**

Ce que vivent les salariés et les allocataires sociaux de Grèce, du Portugal, d’Irlande et d’Espagne aujourd’hui a été imposé aux travailleurs des pays en développement à la faveur de la crise de la dette des années 1980-1990. Au cours des années 1980, l’offensive a également visé les travailleurs en Amérique du Nord à partir de la présidence de Ronald Reagan, en Grande-Bretagne sous la férule de Margaret Thatcher, la Dame de fer, et chez ses émules sur le vieux continent. Les travailleurs de l’ex-bloc de l’Est ont également été soumis au cours des années 1990 aux politiques

brutales imposées par leurs gouvernements et le FMI. Selon le rapport « Rapport mondial sur les salaires 2012-2013 » publié par l’OIT: « En Russie, par exemple, la valeur réelle des salaires s’est effondrée dans les années 1990 à moins de 40% de la valeur qu’ils avaient et il a fallu une autre décennie pour qu’ils retrouvent leur niveau initial »¹. Ensuite, d’une manière certes nettement moins brutale que celle qui a affecté les peuples du tiers-monde (des pays les plus pauvres jusqu’aux

¹ OIT, Rapport mondial sur les salaires 2012-2013, Genève, décembre 2012

économies dites mergentes), l'offensive a pris pour cible les travailleurs d'Allemagne à partir de 2003-2005. Les effets néfastes pour une partie significative de la population allemande se font sentir encore aujourd'hui même si les succès des exportations allemandes² limitent le nombre de chômeurs et qu'une partie de la classe ouvrière n'en ressent pas directement les conséquences. L'offensive qui s'est accélérée depuis 2007-2008 a donc démarré au niveau mondial au début des années 1980³. L'OIT centre son analyse sur une période plus courte (1999-2011) et les données sont claires : « Entre 1999 et 2011, l'augmentation de la productivité du travail moyenne dans les économies développées a été plus de deux fois supérieure à celle des salaires moyens. Aux États-Unis, la productivité du travail réelle horaire a augmenté de 85% depuis 1980, tandis que la rémunération horaire réelle n'a augmenté que de 35%. En Allemagne, la productivité du travail a augmenté de presque un quart sur les deux décennies écoulées tandis que les salaires mensuels réels n'ont pas bougé »⁴. C'est ce que Karl Marx appelait l'augmentation de la plus-value relative (voir encadré).

Et plus loin : « La tendance mondiale a entraîné un changement dans la distribution du revenu national, la part des travailleurs baissant tandis que les parts du capital dans

2 L'Allemagne a connu une croissance économique portée par ses exportations alors que la plupart de ses partenaires de l'UE et, en particulier, de la zone euro ressentent durement la crise. Vu que dans toute l'UE, on assiste à la baisse de la demande des ménages décrite plus haut, à laquelle s'ajoute une réduction de la demande publique, les débouchés pour les exportations allemandes se réduisent nettement. L'effet boomerang sur l'économie allemande est déjà en cours.

3 Voir Eric Toussaint, « [Au Sud comme au Nord, de la grande transformation des années 1980 à la crise actuelle](#) », septembre 2009.

4 OIT, Rapport mondial sur les salaires 2012-2013, Résumé analytique, Genève, décembre 2012, p. VI-VII

le revenu augmentent dans une majorité de pays. Même en Chine, pays où les salaires ont approximativement triplé durant la décennie écoulée, le PIB a augmenté plus rapidement que la masse salariale totale – et la part du travail a donc baissé. »⁵

Cette tendance lourde au niveau mondial est la manifestation de l'augmentation de la plus-value extraite du Travail par le Capital. Il est important de noter que pendant une bonne partie du 19e siècle la forme principale d'augmentation de la plus-value est passée par l'accroissement de la plus-value absolue (baisse des salaires, augmentation des heures de travail). Progressivement, dans les économies les plus fortes, au cours de la deuxième moitié du 19e s. et tout au long du 20e s. (sauf pendant le nazisme, le fascisme et sous d'autres régimes dictatoriaux qui ont imposé des baisses de salaires), elle a été remplacée ou dépassée par l'augmentation de la plus-value relative (augmentation de la productivité du travail sans que les salaires suivent dans la même proportion). Après plusieurs décennies d'offensive néolibérale, l'accroissement de la plus-value absolue redevient une forme importante d'extraction de la plus-value et s'ajoute à la plus-value relative. Alors que pendant des décennies, les patrons ont essentiellement augmenté la plus-value relative, principalement grâce aux gains de productivité du travail, depuis 2009-2010, ils parviennent à augmenter la plus-value absolue : en baissant les salaires réels et dans certains cas en augmentant le temps de travail. Ils utilisent la crise pour combiner l'augmentation de la plus-value relative à l'augmentation de la plus-value absolue. Cela donne une indication de l'ampleur de l'offensive en cours.

5 OIT, Rapport mondial sur les salaires 2012-2013, Résumé analytique, Genève, décembre 2012, p. VII. Le même rapport souligne également l'augmentation de l'écart entre les salaires les plus élevés et les salaires les plus bas dans chaque pays.